

Merci pour le soutien reçu d'ESSF en 2021 - Rapport d'activité de la Fondation Crofter et du Comité Kissan Rabita du Pakistan

jeudi 9 juin 2022, par [Crofter Foundation](#), [PKRC](#), [TARIQ Farooq](#), [ZIA Saima](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2022).

Nous tenons à remercier l'association Europe solidaire sans frontières, ainsi que les donatrices et donateurs individuels pour leur soutien constant aux activités du Comité Pakistan Kissan Rabita (PKRC) et de la Fondation Crofter pendant toute l'année 2021. PKRC/Crofter ont mené des activités et des campagnes sur le thème des droits à la terre, de la souveraineté alimentaire, de la justice climatique, sur l'annulation de la dette, la lutte contre les inégalités croissantes, la vaccination gratuite pour tous, la lutte contre la hausse des prix, des dures conditionnalités du FMI et de la Banque mondiale et l'utilisation des combustibles fossiles pour la production d'énergie.

Sommaire

- [Qui sommes-nous ?](#)
- [Activités](#)

Contrairement à l'année 2020 [*année de pointe Covid-19*], en 2021, nous avons pu mener des activités en présentiel, comme des manifestations, des séminaires, des consultations et la tenue d'assemblées populaires. Ces activités ont été principalement parrainées par l'Asian Peoples Movement On Debt and Development [APMDD, Mouvement des peuples d'Asie sur la dette et le développement], South Asian Alliance for Poverty Eradication [Alliance sud-asiatique pour l'éradication de la pauvreté] et Europe solidaire sans frontières (ESSF).

Qui sommes-nous ?

PKRC est un réseau de 29 organisations paysannes établi depuis 2003. C'est la seule organisation paysanne au Pakistan qui est affiliée à La Via Campesina, depuis 2017. En outre, PKRC est également affilié à Asia Europe Peoples Forum, Asian Peoples Movement on Debt and Development (APMDD), Tax and Fiscal Justice Asia (TFJA), Fight Inequality Alliance, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), Global Network for Right to Food & Nutrition et Joint Action Committee for People's Rights (JAC) Pakistan et ESSF. Au cours de presque deux décennies, PKRC a organisé d'importantes conférences paysannes, des réunions de masse, des séminaires, des ateliers, des cercles d'étude et d'autres activités publiques, principalement pour promouvoir les droits sur la terre, la souveraineté alimentaire et les questions de changement climatique au Pakistan. PKRC est un mouvement social de la paysannerie, et non une organisation enregistrée comme ONG au Pakistan.

Crofter Foundation - une organisation sœur de PKRC - est une organisation de la société civile à but

non lucratif, basée sur les droits, enregistrée en 2017 sous la loi sur les sociétés 1860 avec son bureau à Lahore, au Pakistan.

Crofter Foundation est une branche issue du processus national du Pakistan Kissan Rabita Committee (Comité de coordination des paysans) pour les droits éco-socio-politiques des petits paysans, des agriculteurs sans terre, des ouvriers agricoles, des locataires et de toutes les autres communautés et individus vivant dans les zones rurales et indirectement associés au secteur agricole et aux professions connexes.

Activités

Action pour la justice climatique maintenant !

Le 15 janvier 2021, le Comité Kissan Rabita du Pakistan a organisé une manifestation pour faire pression en faveur de la mise en œuvre de politiques de justice climatique. L'appel « Action For Climate Justice Now » pour des manifestations dans les pays asiatiques a été lancé par le Mouvement des peuples asiatiques pour la dette et le développement (APMDD).

Les orateurs ont déclaré aux manifestants que l'année 2020 restera dans l'histoire comme l'une des années les plus horribles pour l'humanité. Et même si nous avons tous lutté pour survivre et surmonter COVID-19 et ses impacts, nous avons dû simultanément combattre d'autres crises - l'aggravation de l'injustice et des inégalités économiques, la montée de la violence et de l'autoritarisme, et l'escalade de l'urgence climatique. Nous sommes maintenant au seuil de la décennie la plus critique pour l'action climatique. Cette décennie est notre dernière chance d'empêcher un emballement de la catastrophe climatique et de stabiliser l'augmentation de la température mondiale au niveau le plus sûr encore possible - en dessous de 1,5 degré Celsius.

Le Pakistan n'émet qu'une infime partie des gaz à effet de serre dans le monde, mais il devrait être l'un des pays les plus durement touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les sécheresses et les inondations, dans le sillage du changement climatique. Et pour couronner le tout, la société pakistanaise est très peu sensibilisée au changement climatique.

Le déclin de la récolte de coton

Une délégation de 5 militants de Crofter/PKRC a visité plusieurs districts du Punjab au cours du mois de janvier 2021 afin d'étudier le déclin de la culture du coton au Pakistan. Le Pakistan est le cinquième plus grand producteur de coton au monde. Il possède également la troisième plus grande capacité de filage du coton en Asie (après la Chine et l'Inde), avec des milliers d'unités d'égrenage et de filage produisant des produits textiles à partir du coton. Pourtant, la récolte de coton diminue chaque année au Pakistan.

Compte tenu de tous ces faits, la Labour Education Foundation et la Crofter Foundation ont organisé six groupes de discussion avec des agriculteurs et des femmes travaillant à la récolte du coton dans trois grandes villes productrices de coton du Punjab. Les producteurs de coton, en particulier les petits producteurs, sont confrontés à certains défis et difficultés concernant la culture du coton, comme le changement climatique, la non-disponibilité de semences résistantes au climat, le coût élevé des intrants et les faibles prix du marché, l'accès difficile aux semences de qualité, aux engrais et aux pesticides, la vulgarisation et les subventions du gouvernement ne parviennent pas aux petits agriculteurs, le manque d'eau...

Il y a également une pénurie de main-d'œuvre agricole et de main-d'œuvre indépendante ou

familiale.

Un problème majeur se pose dans le domaine de l'agriculture, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre féminine des cueilleurs de coton. Dans l'ensemble, la main-d'œuvre agricole est informelle. Bien qu'il existe au Pendjab une loi protégeant les droits de la main-d'œuvre louant à long terme les terres qu'elle cultive, aucun fermier ou métayer n'est enregistré conformément à la loi et le propriétaire foncier peut donc les expulser à tout moment sans leur fournir de compensation. Ce secteur fonctionne sur la base de lois verbales et traditionnelles. Un autre droit du travail s'applique aux travailleur.es agricoles. Tous les travailleur.es ne sont pas au courant des programmes de protection sociale du gouvernement, ni de la sécurité et de la santé au travail.

Consultation sur les droits fonciers et la souveraineté alimentaire

Une consultation de deux jours sur les droits fonciers et la souveraineté alimentaire a été organisée dans un hôtel local de Lahore les 3 et 4 mars 2021, en association avec le Forum des peuples Asie-Europe (AEPF). L'événement a été organisé par le Pakistan Kissan Rabita Committee en tant que processus national pour défendre le Forum des peuples Asie Europe 13. Des organisations d'agriculteurs de tout le pays y ont participé. La consultation de deux jours a donné l'occasion à plus de 50 dirigeant.es paysan.nes de partager leurs expériences de campagnes pour les droits fonciers et la souveraineté alimentaire. La consultation a également abordé la question du système de culture naturelle durable et a exhorté les agriculteurs à s'affranchir des pesticides, des engrais et des semences et à revenir à la nature. Le représentant du Fonds international pour l'agriculture des Nations unies au Pakistan a pris la parole lors de la consultation.

CAMPAGNE « VACCIN GRATUIT POUR TOUS » AU PAKISTAN

En mars 2021, PKRC/Crofter a organisé la première réunion publique en ligne pour demander des vaccins gratuits pour tous. Des activistes de différents horizons ont participé à cette réunion publique et se sont engagés à lancer une campagne pour un vaccin gratuit pour tous au Pakistan. À l'initiative du PKRC, des organisations de la société civile, des militants des droits de l'homme et des travailleurs politiques de divers horizons politiques ont annoncé la campagne pour la justice vaccinale au Pakistan par le biais de diverses actions. La campagne était un effort conjoint de tous les mouvements et alliances dirigés par le peuple au Pakistan, y compris les agriculteurs, les paysans, les étudiants et les organisations syndicales. La campagne demandait au gouvernement du Pakistan de fournir des vaccins sûrs et gratuits aux citoyens. Les organisateurs de la campagne ont notamment décidé de faire pression sur le gouvernement pour qu'il abandonne ses politiques axées sur le profit et assume la responsabilité de vacciner les citoyens en leur fournissant gratuitement des vaccins sûrs.

Au début de l'année 2021, le pays a enregistré plus de 567 261 cas de coronavirus et plus de 12 488 décès, tandis que plus de 20 millions de personnes ont perdu leur emploi depuis le début de la pandémie. Dans une telle situation, commercialiser la souffrance humaine en permettant à des entreprises privées de siphonner les bénéfices du vaccin est une politique inhumaine. La campagne estime également que la décision du gouvernement pakistanais d'autoriser les entreprises privées à importer des vaccins contre le virus Corona et d'exempter les vaccins du plafonnement des prix est une mesure de division qui entraînera de vastes inégalités d'accès ainsi qu'un apartheid vaccinal.

Mission d'enquête : Suivi du rapport FACTI (Pakistan)

La Fondation Crofter a réalisé un rapport de suivi du rapport FACTI Pakistan durant les mois de mars à juin 2021. En décembre 2019, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la formation d'un Groupe de haut niveau composé de décideurs politiques, d'universitaires et de leaders de la société

civile pour la « promotion de la coopération internationale pour lutter contre les flux financiers illicites et renforcer les bonnes pratiques en matière de restitution des avoirs afin de favoriser le développement durable. » Lancé en mars 2020, le Groupe de haut niveau sur la responsabilité financière internationale, la transparence et l'intégrité ou FACTI s'est engagé dans une série d'examen, d'événements et de consultations avec la société civile avant la publication du rapport officiel.

Alors que les peuples d'Asie continuent de se débattre avec de multiples crises en matière de santé, de moyens de subsistance et de dégradation de l'environnement, la pandémie de COVID-19 a fortement accentué l'incapacité systémique des gouvernements à mobiliser des fonds publics pour les services essentiels. Pendant des décennies, des accords, des incitations et des réformes politiques désordonnés au nom de la concurrence fiscale et des investissements ont permis l'essor des flux financiers illicites (IFF) des pays en développement vers les entreprises et les gouvernements du Nord.

Publié en février 2021, le rapport du groupe Facti reconnaît à juste titre que les réglementations facilitant les IFFs vont fondamentalement à l'encontre des dépenses socialement inclusives pour le développement.

La polyculture au service des petits agriculteurs du district de Toba Tek Singh

Des pratiques impliquant la polyculture et d'autres idées innovantes aideraient les petits agriculteurs de Toba Tek Singh à augmenter leurs revenus. Des sessions de formation dans le district seront organisées par le Comité Kissan Rabita du Pakistan.

C'est la conclusion de la réunion d'une journée du PKRC qui s'est tenue dans une ferme locale à Toba Tek Singh le 1^{er} août. Plusieurs représentants d'organisations d'agriculteurs du district y ont participé. Plusieurs idées ont été présentées par les participants pour améliorer les revenus des propriétaires de 1 à 3 acres de terres agricoles.

Les discussions ont porté sur la mise à disposition de facilités pour la culture multiple de légumes et de fruits exotiques, l'élevage de bétail pour les paysannes et la mise en place d'une petite unité industrielle de traitement des oranges. Les orateurs ont déclaré à l'assemblée que pour améliorer les revenus des petits agriculteurs, des idées novatrices doivent être mises en pratique. La polyculture s'est avérée être un revenu garanti pour les petits agriculteurs. Le PKRC aidera les petits agriculteurs avec un prêt à zéro pour cent pour acheter des plantes fruitières exotiques pour la polyculture. L'Université agricole de Faisalabad a recommandé aux petits agriculteurs de planter des avocats, des limes à doigts de dame, des goyaves mexicaines, des limes rouges, des fruits de la passion et d'autres fruits exotiques développés par une pépinière locale, afin de sortir de la pauvreté.

Une campagne contre l'utilisation du gaz et du pétrole pour la production d'électricité

En 2021, le PKRC, en association avec l'APMDD, a décidé de lancer une campagne fédérale contre l'utilisation du pétrole et du gaz pour la production d'électricité. Dans leur déclaration initiale, il a été convenu d'appeler le Pakistan à augmenter rapidement l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables tout en éliminant progressivement le pétrole et le gaz pour la production d'électricité et en interdisant complètement l'utilisation du charbon pour la production d'énergie. Les coûts environnementaux et économiques de la production d'énergie sale sont catastrophiques pour un pays comme le Pakistan, qui subit déjà les effets du changement climatique et de la détérioration de son économie

Le dépliant de la campagne indique que nous savons très bien que le Pakistan dispose de plusieurs sources potentielles d'énergie renouvelable qui peuvent être exploitées et gérées par les communautés locales pour leur propre usage. Il s'agit de l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique à petite échelle, marémotrice, houlomotrice et géothermique. Ces ressources ont un potentiel important pour fournir des solutions à la crise énergétique de longue durée au Pakistan sans l'implication de sociétés étrangères. Compte tenu des préoccupations croissantes concernant le changement climatique et ses conséquences catastrophiques, le Pakistan doit immédiatement se tourner vers les sources d'énergie renouvelables. Nous demandons au gouvernement pakistanais de garantir la justice climatique.

Conférence de presse sur l'annulation de la dette mondiale

Lahore 10 juin 2021

Une conférence de presse organisée par PKRC a attiré un grand nombre de journalistes pour entendre nos arguments sur l'annulation de la dette. Nous avons demandé que la dette des pays confrontés à la crise financière soit au moins reportée de quatre ans afin que l'argent économisé sur le service de la dette puisse être utilisé pour des programmes de santé publique tels que la construction d'hôpitaux et l'achat de vaccins. La pandémie de Covid-19 a frappé l'économie mondiale, en particulier les pays en développement du Sud. La menace pour le développement mondial est également grave : entre 130 et 500 millions de personnes dans le monde pourraient retomber dans l'extrême pauvreté cette année, définie comme vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. En conséquence, de nombreux experts prédisent que les progrès vers les Objectifs de développement durable 2030 non seulement ralentissent, mais pourraient même faire marche arrière. Même dans les scénarios les plus optimistes, la COVID-19 entraînera probablement des « décennies de développement perdues ».

Les dirigeants du PKRC ont déclaré que la crise de la dette qui se profile face à une pandémie est une menace pour les gens ordinaires des pays en développement. Près de la moitié des marchés émergents et des économies en développement (EMDE) présentaient déjà un risque élevé de crise de la dette avant que le COVID-19 ne soit déclaré pandémie mondiale par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020. Depuis lors, la situation de la dette n'a fait que s'aggraver. Le FMI prévoit que les ratios d'endettement moyens en 2021 augmenteront de 7 à 10 % du PIB dans ces pays. Les rapports du Pakistan sont également inquiétants. Les derniers rapports suggèrent que le pays prévoit d'emprunter 16 milliards de dollars de dette fraîche. Il s'agit de la dette la plus importante jamais empruntée par le Pakistan au cours d'une année fiscale et les conséquences d'une telle mesure devront être supportées par les gens ordinaires sous la forme d'une augmentation des prix des services publics tels que le pétrole et le gaz. Au cours des trois dernières années, le gouvernement dirigé par Imran Khan au Pakistan a emprunté 49 milliards de dollars à des créanciers financiers. Selon le propre gouvernement d'Imran Khan, il a consacré 20 milliards de dollars au service de la dette au cours des trois dernières années.

Il n'y a toujours pas de reconnaissance des dettes illégitimes bien que cela ait été reconnu par l'ONU et même par la Banque mondiale à un moment donné. L'appel à l'annulation immédiate et inconditionnelle de toutes les dettes illégitimes est fortement fondé sur des impératifs éthiques et de justice.

Une assemblée populaire pour la justice fiscale

30 octobre 2021

Une assemblée populaire pour la justice fiscale s'est tenue à Bahawalpur, au Pakistan. Des

participant.es du Punjab, du Khyber Pakhtun Khwah et du Sindh ont rejoint l'assemblée. Organisée par PKRC/Crofter, des représentant.es de la société civile, des organisations de femmes, des organisations de jeunes et d'agriculteur.s et des organisations de pêcheur.es ont exprimé leurs profondes inquiétudes quant au système fiscal actuel au Pakistan. S'exprimant à cette occasion, les intervenant.es ont souligné qu'il est admis que les 10% des Pakistanais les plus riches ont accumulé des actifs colossaux au cours des trois dernières décennies sans payer l'impôt sur le revenu dû. Des exonérations de milliards de roupies ont été accordées aux riches et aux puissants par le biais de décrets (SRO), ce qui ont eu pour effet d'augmenter l'incidence des impôts indirects sur les pauvres, qui ont été contraints de payer une taxe de vente de 17 % sur de nombreux articles d'usage quotidien.

Au Pakistan, les riches échappent au filet fiscal ou ne paient pas d'impôts personnels en fonction de leur capacité de paiement réelle. Par conséquent, les pauvres sont surchargés d'impôts indirects. Les participant.es ont également discuté du fait que, d'après les rapports d'Oxfam, l'impôt sur le revenu et la taxe de vente de 17 % sont prélevés sur la plupart des articles qu'ils consomment et que la retenue à la source est excessive, même lorsque le revenu est inférieur au seuil de 400 000 roupies, le plafond fiscal.

Ceux qui contrôlent 90 % des ressources contribuent pour moins de 2 % aux recettes fiscales totales. Les exemptions pro-riche/SRO causent des pertes de revenus de 600 milliards de roupies chaque année ; une base fiscale très étroite de 2300 milliards de roupies et une part plus importante de 68% provenant des impôts indirects restent les principaux responsables des inégalités socio-économiques et de la pauvreté croissante au Pakistan. En fait, 52 millions de personnes ayant des revenus ne sont pas dans le filet fiscal, ce qui justifie un élargissement immédiat de l'assiette fiscale. La taxe générale sur les ventes est appliquée sans discernement à toutes les sections de la société, alors que le tissu social compte plus de 43 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et 45 millions d'autres vivant au niveau du seuil.

Des indicateurs sociaux médiocres : 25 millions d'enfants non scolarisés ; 4 \$ de dépenses de santé par personne contre les 45 \$ recommandés par l'ONU ; 35 millions de personnes sont sous-alimentées ; plus de la moitié de la population pakistanaise n'a pas accès à des toilettes ; environ 11% n'a pas accès à des sources d'eau potable améliorées. Le pouvoir de changer est entre les mains des gens, le gouvernement doit être poussé à l'action par les citoyen.nes qui l'élisent, pour cesser de servir principalement les riches élites ; la fiscalité régressive actuelle doit être transformée en un système fiscal progressif.

En outre, le système fiscal actuel du Pakistan est considéré par beaucoup comme injuste et inéquitable. Deux tiers des recettes fiscales sont mobilisées par le biais d'impôts indirects, qui sont régressifs par nature et pèsent injustement sur les personnes les moins aptes à les payer. Certains éléments de base sont nécessaires à l'instauration d'un régime fiscal équitable et juste qui, s'il est mis en œuvre, renforcera la base des recettes nationales, augmentera l'équité et améliorera les résultats globaux en matière de développement, car le secteur public disposera de plus de ressources à consacrer au bien-être humain et social.

A la fin de l'assemblée, tous les participant.es ont exigé qu'il soit reconnu très important de renforcer la société civile par la formation, la recherche, le plaidoyer public et politique, l'éducation civique et la construction d'alliances internationales pour plaider en faveur de réformes fiscales qui assurent une taxation progressive et équitable.

Marche pour la justice climatique

L'une des principales réalisations de PKRC/Crofter a été d'organiser une marche de masse pour la

justice climatique à Lahore le 8 novembre. Des centaines de militant.es y ont participé. La plupart des médias électroniques et imprimés ont couvert l'événement en première page.

La marche est partie de Shimla Pahari et s'est terminée à Aiwan-e-Iqbal Lahore. Les orateurs et oratrices de la marche ont déclaré que la COP26 à Glasgow cette année n'a pas réussi à relever les défis. L'objectif de 100 milliards de dollars par an pour relever les défis climatiques n'a pas été atteint, alors que le Premier ministre Imran Khan, avec toute sa prétention à se préoccuper du climat, n'a pas assisté à la réunion de la COP26. Les orateurs ont déclaré qu'en dépit de l'engagement de 19 pays à mettre fin aux projets basés sur les combustibles fossiles, les grandes sociétés de combustibles fossiles sont toujours engagées dans la promotion et la location, l'extraction et l'exécution de projets basés sur le charbon et les combustibles fossiles dans le monde entier. Les accords concernant ces projets doivent être annulés le plus rapidement possible. De même, le Pakistan a également annoncé l'an dernier l'élimination progressive de l'énergie à base de charbon, mais les projets de soutien à la Chine sont toujours en cours, ont-ils déclaré.

Les intervenant.es ont demandé l'arrêt des solutions énergétiques basées sur le charbon et les énergies fossiles, indiquant que ces dernières sont nuisibles à l'environnement et coûteuses. Les énergies à base de gaz et de pétrole doivent être progressivement remplacées par des systèmes d'énergie renouvelable. Les intervenant.es ont ajouté qu'en raison de la négligence du gouvernement à relever les défis environnementaux, la deuxième ville du Pakistan, Lahore, a été déclarée la ville la plus polluée du monde. Cela rend creuses les affirmations du gouvernement PTI au pouvoir concernant un tsunami d'un milliard d'arbres.

Les oratrices et orateurs ont affirmé que la pollution et le changement climatique constituent un défi majeur pour le Pakistan, mais que le gouvernement ne s'intéresse à ces questions que pour la forme. Il est important d'arrêter immédiatement les méga-projets tels que le projet de développement urbain de la rivière Ravi pour s'attaquer au problème de la pollution et du changement climatique. De tels projets ne feront qu'aggraver la pollution à Lahore, ont-ils ajouté.

« La question de la justice climatique ne peut être laissée aux partis politiques. Il est important que le mouvement pour le climat se répande dans tous les coins et recoins du pays », ont-elles déclaré.

Formation de l'Alliance de résistance à l'inégalité du Pakistan

Un rassemblement de lutte contre l'inégalité organisé à Lahore par la Fondation Crofter et le Comité Kissan Rabita du Pakistan a créé une « Alliance de résistance aux inégalités » pour lutter contre l'écart croissant entre les riches et les pauvres dans le pays. L'Alliance fera partie de l'Alliance Fight InEquality en Asie et dans la région.

L'Alliance a été créée après la conclusion du rassemblement de deux jours sur les inégalités à Lahore, les 14 et 15 décembre 2021, dans un hôtel local. Plus de 50 activistes sociaux et politiques de tous horizons y ont participé, représentant toutes les provinces et régions du Pakistan. Les participant.es ont convenu que l'Alliance organisera des manifestations, des actions et entreprendra d'autres démarches pour faire pression sur le gouvernement et la société afin qu'ils changent leurs politiques et attitudes responsables de l'élargissement du fossé des inégalités, révèle la charte distribuée lors du rassemblement. Ils ont également convenu d'organiser des actions dans 20 villes du Pakistan pendant le Forum économique mondial de Devon, qui se tiendra du 17 au 23 janvier 2022.

Le rassemblement de l'alliance appelle à rejeter le fondamentalisme du marché et à construire des alternatives économiques qui donnent la priorité aux personnes et à la planète, à construire des économies justes qui ne discriminent pas et n'exploitent pas les femmes, à arrêter la catastrophe

climatique en protégeant les communautés affectées et à mettre fin à l'influence indue de l'industrie des énergies fossiles. Il s'agit également de faire des droits des travailleurs la pierre angulaire des modèles économiques et de mettre fin à la cupidité des entreprises, en faisant payer aux riches entreprises et aux particuliers leur juste part d'impôts, en rejetant la privatisation des services essentiels, en construisant des États forts et responsables et en garantissant une protection sociale pour tous, ainsi qu'en rendant la terre aux femmes et aux petits exploitants agricoles et en mettant fin à la domination de l'agro-business.

Ils se sont mis d'accord sur une Charte du peuple pour toutes les organisations politiques et sociales et ont proposé la création d'un Front uni à large base, qui a été approuvé par les participants à la conférence.

52 représentant.es de 25 organisations ont formé cette alliance. Une Assemblée générale de 44 membres et un Comité directeur de 22 membres de l'Alliance de résistance à l'inégalité du Pakistan ont été élus lors du rassemblement.

Rapport par :

Saima Zia (Crofter Foundation), **Farooq Tariq** (PKRC)

07/05/2022

P.-S.

• Traduction DeepL (version gratuite) et Pierre Rousset